Document généré le 17 avr. 2024 00:29

Relations industrielles
Industrial Relations

Mondialisation et recomposition des relations professionnelles, Sous la direction de François Aballéa et Arnaud Mias, Paris : Octarès Éditions, 2010, 339 p., ISBN : 978-2-9153-4682-4.

Marc-Antonin Hennebert

Volume 66, numéro 4, automne 2011

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1007639ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1007639ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)
1703-8138 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Hennebert, M.-A. (2011). Compte rendu de [*Mondialisation et recomposition des relations professionnelles*, Sous la direction de François Aballéa et Arnaud Mias, Paris : Octarès Éditions, 2010, 339 p., ISBN : 978-2-9153-4682-4.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, *66*(4), 680–684. https://doi.org/10.7202/1007639ar

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

as represented by lesbian, gay, bisexual and transgender (LGBT) members and seeks to explain differences among unions. Readers of this Journal will be familiar with this stream of research done in Canada. The author relied on work done in Canada, Europe and Australia to construct a protocol for telephone interviews with representatives of the 13 largest U.S. unions, accounting for 80 per cent of all members. Her theoretical framework was the extent to which structural and demographic differences among unions explained their varying responses to LGBT issues.

The results were consistent with previous research. Unions in the public sector and with large proportion of female members were more likely to be pro-active on LGBT matters. The author speculates about the impact of education, professions, etc. on the outcomes, but without the benefit of data or a more refined analysis.

A paper on the history of an employers' association in Columbus, Ohio, is remarkably relevant to contemporary industrial relations. The author, Howard R. Stanger, traces the evolution of the organization representing employers of master printers, from a "negotiatory," posture to a "belligerent" one. Given the rise of belligerency by American employers in many industries, the fine-grained detail in this study explains the reasons for that evolution in a local employers' association with varying links to national and regional groups during its history. The introduction is an excellent review of the literature of employer associations in the U.S. Initially, the Columbus group sought accommodation with its unions in a sheltered product market and a shared occupational tradition. As Columbus became more integrated into the national economy, market pressures, translated into collective bargaining grew stronger. National organizations, often with a belligerent view of labour relations became more important. Heavy manufacturing, with its style of industrial relations, expanded in the region. Finally, technological change in the printing industry undermined the status of printers, eliminated many small employers and ultimately decimated the unions. Is this a prototype for other industries in North America? The author suggests this might be true.

This story demonstrates that factors such as economic determinism, union short-sightedness and globalization which are used to explain the decline of American labour are too coarse to capture the subtleties of the shifts in bargaining power.

Overall, this book is not for the general reader. Individual chapters contribute considerably to the varied subsets of industrial relations research. Or is it employment relations research? Perhaps the answer will lie with the next volume.

Mark Thompson
University of British Columbia

Mondialisation et recomposition des relations professionnelles

Sous la direction de François Aballéa et Arnaud Mias, Paris : Octarès Éditions, 2010, 339 p., *ISBN : 978-2-9153-4682-4.*

Le présent ouvrage collectif est issu d'un colloque international qui s'est tenu à l'Université de Rouen les 19 et 20 juin 2008 sur le thème de la mondialisation et de ses effets sur les relations du travail et la représentation collective. Il réunit, dans un format « actes de congrès », les contributions de près de 40 chercheurs et universitaires, reconnus pour leurs travaux sur le sujet. L'objectif de l'ouvrage est de jeter un éclairage analytique sur les nouvelles dynamiques des relations du travail à l'ère de la mondialisation et de proposer « de nouvelles ouvertures théoriques et conceptuelles » (p. 2) de manière à rendre compte des transformations en cours.

Globalement, cet ouvrage s'inscrit dans la lignée des développements qui ont cours depuis le milieu des années 1990

en relations industrielles et qui façonnent l'émergence d'un nouveau champ d'étude centré sur les nouvelles dynamiques de la régulation du travail. Dès leur introduction, Aballéa et Mias présentent d'ailleurs la mondialisation comme un phénomène qui met en scène des dynamiques interactives entre territoires confrontant les acteurs sociaux, non seulement à une diversification des lieux de la régulation sociale, mais également à la problématique de leur articulation. Rejetant l'idée d'une simple opposition entre acteurs nationaux et internationaux dans la conduite future de la régulation sociale, les auteurs soulignent avec justesse que les processus actuels de régulation prennent plutôt forme à travers une interaction complexe entre acteurs de natures diverses opérant à des niveaux multiples. Cette « structure multi-niveaux » (p. 3) se caractérise par une forme de « dé-hiérarchisation » et d'enchevêtrement des niveaux de régulation nous conduisant, comme les auteurs le soulignent, « vers des systèmes complexes, hybrides et différenciés de relations professionnelles » (p. 7) qui combineraient de manière flexible des mécanismes réglementaires nationaux et supranationaux.

Le corps de cet ouvrage est divisé en quatre parties qui, chacune, intègre cinq à six contributions. Étant donné la multiplicité de ces contributions et la diversité de leurs objets d'étude, de leurs perspectives analytiques et de leurs conclusions, nous nous contenterons, dans la suite de cette recension, d'effectuer un bref résumé des principaux constats émergents de chacune de ces parties sans chercher à fournir un résumé exhaustif des quelques 24 textes structurant cet ouvrage collectif.

La première partie est consacrée à l'étude de l'émergence de nouvelles normes contribuant à la régulation sociale des entreprises multinationales. Partant d'une analyse critique de la responsabilité sociale des entreprises, les principaux instruments et mécanismes de régulation développés au cours des dernières années sont présentés, dont les codes de conduites (contribution de Claude Didry), les accords-cadres internationaux (contribution de Michèle Descolonges) et les accords européens d'entreprise (contribution d'Isabel da Costa et Udo Rehfeldt). Dans plusieurs de ces contributions, une emphase particulière est également mise sur le rôle des comités d'entreprise européens dans le développement de la négociation collective transnationale (contributions d'Élodie Béthoux et d'Isabel da Costa et Udo Rehfeldt). Le texte de Violaine Delteil, Patrick Dieuaide et Guy Groux aborde aussi cet enjeu dans le cadre d'une réflexion plus large sur les pratiques de relations du travail mises en place par les entreprises françaises implantées dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO).

En somme, cette section fait ressortir le manque d'encadrement institutionnel et le déficit de régulation formelle des relations du travail au sein des grandes entreprises multinationales. Elle démontre également que la réponse à ce défi ne réside pas dans une forme unique de régulation mais bien dans un amalgame de pratiques et de mécanismes actuellement en émergence et dont les complémentarités demeurent à être construites. Si certaines contributions présentent des perspectives différentes quant au potentiel qu'elles associent aux mécanismes de régulation émergents, elles soulèvent néanmoins toutes des interrogations fondamentales quant aux défis inhérents à l'établissement de nouvelles solidarités syndicales transfrontalières, à l'élargissement du répertorie d'action des syndicats, à la construction de nouveaux référents identitaires ou encore à la place que doivent occuper les pouvoirs publics dans l'établissement d'un ordre régulatoire de la firme transnationale.

La deuxième partie de cet ouvrage est structurée autour de cinq contributions s'intéressant aux impacts de la mondialisation et des restructurations d'entreprises

sur les relations du travail. La pertinence de cette section relève à la fois de l'importance de l'enjeu couvert, mais également des contextes sectoriels variés sur lesquels les différents chapitres s'appuient. En effet, si la contribution d'Amélie Seignour, Corinne Vercher et Florence Palpacuer se singularise par la perspective plus large qu'elles dégagent de la pratique des licenciements pour motif personnel (LMP) dans les firmes multinationales en France, les autres contributions s'intéressent à des processus de restructuration dans des contextes spécifiques dont celui du secteur bancaire (contribution de Marie Meixner), celui des médias et, plus particulièrement, du groupe Lagardère (contribution de Jean-Louis Renoux), celui d'un grand groupe industriel allemand (contribution de Eckhard Helding) ou encore celui des filiales suédoises, roumaines et françaises du groupe Veolia Environnement (contribution de Claire Burlat). Si chacune de ces présentations repose sur des données empiriques originales, leur juxtaposition dans le cadre de cet ouvrage permet de dégager une réflexion transversale sur les processus de restructuration et leurs effets sur les dynamiques européennes de la représentation des salariés. Il ressort notamment de cette analyse que les institutions nationales peuvent avoir une incidence importante sur la manière dont ces restructurations sont menées. Ces textes montrent également comment, en contexte européen, la démocratie industrielle s'exprime par un maillage dense d'institutions représentatives du personnel qui peuvent toutefois induire des régimes différents de régulation paritaire au sein des entreprises.

La troisième partie de cet ouvrage, composée de six contributions, porte sur « la reconfiguration spatiale des relations professionnelles » (p. 232). Elle s'interroge plus concrètement sur la capacité des espaces et des territoires locaux, nationaux et supranationaux à soutenir le développement de nouvelles régulations du travail. Là encore, le focus central de cette section repose sur l'espace social européen qui fait l'objet de quatre contributions. Le texte de Sylvaine Laulom pose d'abord un regard sur l'évolution actuelle de la politique sociale européenne en questionnant les effets de la stratégie européenne pour l'emploi (SEE) sur les droits du travail national et communautaire. Le texte de Joachim Haas fournit une réflexion sur la question du transfert des compétences des États nationaux vers les institutions européennes en s'appuyant sur l'exemple de l'harmonisation des certifications professionnelles en matière de transport. Dans cette même lignée réflexive, Marnix Dressen s'interroge sur les effets de l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire sur les systèmes de relations du travail en se penchant sur le processus de négociation d'un « cadre social harmonisé du ferroviaire » (p. 197). Vassil Kirov et Jean-Claude Prince analysent, quant à eux, l'évolution du dialogue social en Europe du Sud-Est, dans le cadre de la transition post-communiste, en s'appuyant sur deux cas nationaux. Ces auteurs montrent d'ailleurs que le développement du dialogue social n'est pas un automatisme et que, s'il peut bénéficier de l'influence de plusieurs institutions et acteurs supranationaux, il doit néanmoins reposer sur la volonté et la mobilisation des partenaires sociaux au plan national.

Enfin, les deux dernières contributions de cette partie présentent une perspective particulière dans la mesure où elles soulèvent l'incidence parfois contrastée que peut avoir la mondialisation et l'accroissement des pressions compétitives sur les dynamiques de relations du travail au plan local. À cet effet, la contribution de Frédéric Rey, décrivant la création d'une « instance de dialogue social de site sur le site de la naval à Saint-Nazaire » (p. 226), montre comment des acteurs locaux sont notamment parvenus à encadrer de manière plus restrictive l'utilisation de la

sous-traitance dans un contexte pourtant marqué par une concurrence grandissante. Mettant également l'emphase sur le niveau local, la contribution de Delphine Mercier et Michael da Cruz montre cependant, à travers l'exemple des zones franches d'exportation en Amérique latine, comment l'espace local peut être également source de dérégulation. En somme, ces contributions dévoilent à quel point les espaces construits, locaux et nationaux, et ceux en construction au niveau supranational sont aujourd'hui mobilisés dans le cadre de la mise en place d'un nouveau cadre régulatoire de la mondialisation. Si tous les auteurs insistent sur les difficultés rencontrées pour poser les jalons d'un tel cadre, plusieurs expériences montrent en revanche que des acteurs collectifs enracinés dans des territoires divers s'activent, expérimentent de nouveaux instruments et innovent dans leurs stratégies d'action afin de contribuer au façonnement des nouvelles régulations du travail.

La quatrième et dernière partie de ce livre s'intitule « L'action syndicale dans la mondialisation ». Ce thème plutôt général apparaît d'autant plus large que certaines contributions ne mettent pas nécessairement cet enjeu au cœur de leurs préoccupations (contributions d'Alina Surubaru et Robin Foot). Certaines contributions nous ramènent toutefois plus directement à l'objet de cette section en nous faisant voyager au sein des différents lieux de l'action syndicale. À cet égard, le texte d'Azdine Henni montre comment certains acteurs syndicaux peuvent, en réaction à l'internationalisation de la production, s'enfermer dans une logique de refus de participation aux plans managériaux, tout en montrant que ce localisme n'est pas forcément synonyme de faiblesse syndicale. Si la mondialisation peut entraîner des formes de repli sur soi, elle peut également être source d'apprentissage et de changements pour plusieurs organisations syndicales. La contribution de Cécile Guillaume et Sophie Pochic montre en ce sens la manière dont, en Hongrie, une transition s'est opérée d'un syndicalisme de service à dimension sociale et culturelle à un syndicalisme centré sur des savoir-faire techniques et juridiques « réorientant les apprentissages vers la négociation et la participation aux instances de représentation » (p. 253). Le texte de Jocelyne Barreau montre également que, face à cette mondialisation, des acteurs syndicaux supranationaux, tels la Confédération européenne des syndicats (CES), occupent une place de plus en plus importante et cherchent aujourd'hui à promouvoir tant bien que mal de nouvelles voies d'action, dont celle de la négociation collective transfrontalière. En outre, la contribution de Nicolas Verschueren permet de contextualiser ces développements en montrant, à travers le cas des syndicats de mineurs, que les formes de coopération intersyndicale au plan supranational qui se développent aujourd'hui s'inscrivent dans un héritage historique souvent oublié.

En conclusion, l'assemblage d'un ouvrage intégrant une si grande diversité de contributions ne va pas sans certaines faiblesses. Premièrement, l'hétérogénéité des textes, de leur objet d'étude et des approches méthodologiques et théoriques mobilisées n'assurent pas toujours une lecture fluide. Il en va de même de la complémentarité et de la cohérence des textes au sein de certaines sections du livre qui n'apparaissent pas toujours convaincantes. L'eurocentrisme de l'ouvrage ne permet pas, non plus, la prise en compte des nouvelles dynamiques mondiales (ou suprarégionales) de régulation du travail en émergence. La résultante en est donc une vision essentiellement européenne de la problématique de l'impact de la mondialisation sur les relations du travail dont on ne doit pas oublier qu'elle donne lieu à des innovations et des pratiques différentes de la part des acteurs sociaux dans d'autres contextes régionaux. Ceci

dit, cet ouvrage réunit un ensemble de textes de grande qualité qui font ressortir les enjeux complexes auxquels la représentation des salariés est aujourd'hui confrontée. Au final, on se retrouve donc devant un ouvrage fort intéressant, dense et riche qui saura intéresser tout lecteur ayant un intérêt pour les nouvelles dynamiques de la régulation du travail à l'ère de la mondialisation.

Marc-Antonin Hennebert
HEC Montréal

Globalization, Labor, and the Transformation of Work: Readings for Seeking a Competitive Advantage in an Increasingly Global Economy

Edited by Jonathan H. Westover,
Altona, Vic.: Common Ground, 2010,
ISBN: 978-1-8633-5660-2, 572 pp.

The first part of the book focuses on globalization and encompasses chapters one through three. Chapter one provides an overview of globalization and global development theory and background. Here the authors discuss concerns about the novelty of current political ideology, the emergence of a global consciousness and changing conceptions of the nation. Three readings within this chapter explore sociological theories of global development in order to: explain and critique one if its approaches (commodity chain analysis) (Dogherty), compare approaches within it (modernization theory, dependency theory, world systems theory and neoliberalism) (Westover) and offer an overview of studies in which authors show a renewed interest in the role of the state in development (Westover).

Chapter two explores cases relating to economic development in an increasingly globalized world economy. Here Kauffman provides an overview of indigenous employment in four OECD countries – the USA, Canada, New Zealand and Australia – in an effort to examine the link between these and the causes of economic development and underdevelopment in the aforementioned countries. Didelon and Richard then discuss the EU's position as a major global player according to three approaches or "strategic perceptions" – continents, centre-periphery and archipelago – then critiques these approaches and offer a fourth: regionalism. This approach, the authors argue, would allow the EU to take advantage of complementarities within regional economies – such as a growing workforce in Northern Africa to counterbalance labour shortages in Europe. Finally, Akhter and Pounder offer a case study of Barbados small and mid-sized enterprises' perceptions of and reactions to globalization, in an effort to develop knowledge pertaining to very small economies, a field yet to be developed by scholars.

Chapter three explores the effects of globalization on culture and identity in an effort to relate these to the workplace and organizational culture. Here Hadgis explores leadership behaviours through a cross-cultural research lens and argues that local cultures must be taken into account in the process of globalization. Then, using the World Bank as an illustration, Muto and Khilji explore the convergence and divergence theses of organizational culture, to argue for a crossvergence theory. Morrison explores models of cultural identity development and offers a new typology designed to address the specific context of increased flow of information and globalization. Nguyen, Umemoto, Nakamori and Ito explore concepts of knowledge in cross-cultural perspectives in an effort to argue that culture can be considered as knowledge. Ghosh and Purkayastha offer a thoughtful text based on experiential knowledge to showcase dialectical tensions between different dimensions of globalization (economic and social/moral; material and human experience/